

Un homme de gauche pour mener la réforme du baccalauréat

Jean-Michel Blanquer a choisi Pierre Mathiot, ex-directeur de Sciences Po Lille. Cet universitaire est à l'origine d'un dispositif d'égalité des chances

PROFIL

C'est une question de jours. L'ouverture du très sensible chantier de la réforme du baccalauréat s'annonce imminente. Une concertation va débuter dans «*très peu de temps*», a confirmé Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'éducation nationale, mardi 3 octobre sur Radio Classique. Le bac «*nouvelle version*» est pour 2021, a promis le gouvernement.

Selon nos informations, le ministère a choisi Pierre Mathiot, un universitaire de gauche, professeur des universités en sciences politiques et ex-directeur de Sciences Po Lille, pour mener les discussions avec la communauté éducative. Interrogé, le ministère n'a pas

souhaité confirmer. L'universitaire devrait donc orchestrer cette concertation qui s'annonce difficile : aucun gouvernement n'a jamais dépassé le stade de la promesse ou du projet de réforme.

«De moins en moins confiants»

Pierre Mathiot, 50 ans, est surtout connu dans le milieu éducatif pour son investissement dans les programmes de démocratisation des grandes écoles. En 2007, il a mis en place à Sciences Po Lille un système d'accompagnement pour les lycéens vers les concours d'entrée des instituts d'études politiques (IEP) et vers l'enseignement supérieur, qui a depuis essaimé dans six autres instituts de région et touche près de 3 000 jeunes, du collège au lycée.

En 2011, il avait soutenu Martine Aubry pendant la primaire du Parti socialiste. A la fin du quinquennat de François Hollande, Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre de l'éducation nationale, l'avait nommé délégué ministériel aux «*parcours d'excellence*», un dispositif développé en direction des publics défavorisés des collèges d'éducation prioritaire.

Mais ce choix, même s'il est marqué à gauche, va au-delà des clivages politiques. Pierre Mathiot et Jean-Michel Blanquer se connaissent de longue date, du temps où le ministre enseignait le droit à l'IEP de Lille, au milieu des années 1990. Cette nomination d'un représentant de l'enseignement supérieur correspond aussi à l'objectif du gouvernement de

faire du bac «*un levier de réussite vers l'enseignement supérieur*», selon les mots utilisés par Jean-Michel Blanquer. Pierre Mathiot devra cependant surmonter une difficulté de taille : celle de s'accorder avec l'autre grande réforme en cours, sur l'accès à l'université, qui sera annoncée par sa consœur Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, à l'issue d'une concertation qui doit s'achever le 19 octobre.

Pour l'instant, seul un cadre général a été fixé par le gouvernement, conformément au programme porté par le candidat Macron : le nouveau bac devrait voir ses épreuves finales se resserrer autour d'un plus petit nombre de matières, en accordant une place plus importante au contrôle

continu. Le futur meneur de la concertation devra lever les premières craintes exprimées par les syndicats envers une réforme qui serait déjà écrite à l'avance. «*Nous partageons cette volonté de redonner du sens au bac, mais nous sommes de moins en moins confiants car, jusqu'ici, nous n'avons pas réussi à avoir un dialogue social avec ce ministère*», prévient Stéphane Crochet (SE-UNSA).

Le temps presse

Le calendrier s'annonce particulièrement serré pour aboutir à un compromis. La concertation sur le bac doit s'achever dans quelques mois seulement, début 2018, avant que la réforme soit actée et mise en œuvre à compter de la rentrée prochaine, progres-

sivement dans les trois années de lycée. «*Une réforme des programmes accompagnera forcément la réforme du baccalauréat pour le niveau lycée. Nous allons voir selon quelle méthode*», a précisé le ministre de l'éducation nationale, mardi 3 octobre, devant la commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale. Le temps presse : l'engagement d'Emmanuel Macron de revoir ce monument du système éducatif français doit aboutir à un bac «*nouvelle version*» en juin 2021, a promis le gouvernement. Ce qui supposerait une mise en œuvre des modifications qui seront décidées pour le lycée dès la rentrée prochaine. ■

CAMILLE STROMBONI